



Les livres, les revues, etc.

**Commission Femmes de la Fédération
anarchiste, *Anarchisme, féminisme,*
contre le système prostitutionnel.
Paris, Monde libertaire, 2009.
132 p. 9 euros.**

«La lecture de cette brochure m'a remis les idées en place!» Ainsi s'exprime une amie féministe qui a participé aux luttes de libération des femmes des années 1970.

La clarté des positions exprimées, l'exposé sans concession de la commission Femmes de la FA, apportent une aide considérable à la réflexion sur la «liberté»; argument le plus souvent invoqué par certaines féministes: je suis libre de me prostituer, je suis libre de porter le voile, etc. Un choix, la prostitution? Un choix, rester à la maison pour faire le ménage, la cuisine? Est-ce vraiment de liberté qu'il s'agit, et non pas plutôt d'aliénation, de violence contrainte? N'oublions jamais que le «choix» de se prostituer ne concerne qu'une toute petite frange des personnes prostituées.

Il ne s'agit pas bien sûr de stigmatiser les personnes prostituées, mais d'être solidaires de leurs luttes, ce qui n'est pas en contradiction avec le refus de la prostitution, qui est un système aux enjeux économiques énormes. Le livre démontre de façon péremptoire qui préside au commerce des corps (essentiellement celui de la femme et des enfants): c'est un débouché pour le système capitaliste mafieux, qui rapporte des sommes considérables, avec beaucoup moins de risques que la drogue par exemple.

Qui se prostitue? La majeure partie des personnes prostituées y sont contraintes: nécessité économique, ou violences physiques. On peut noter d'ailleurs que dans

50 à 80 % des cas, ce sont des personnes qui ont subi des violences sexuelles dans leur enfance. Et que ce sont les proxénètes, organisés en réseau en général, qui en sont les plus grands bénéficiaires. Des camps de dressage existent qui mettent au pas les récalcitrantes (j'emploie le féminin, car bien entendu les femmes sont en première ligne). L'Asie, l'Afrique, l'Europe de l'Est sont aujourd'hui les grandes pourvoyeuses des réseaux: on ne peut donc ignorer le lien direct entre pauvreté et prostitution. La prostitution venant d'Afrique est assez différente, plutôt familiale qu'en réseaux mafieux, «sans culpabilité ni remords, pour le bien des enfants»: ça donne à réfléchir sur l'état actuel de l'Afrique.

J'aime beaucoup le chapitre intitulé: «Oui, nous voulons être libres! Mais libres de quoi?», qui décortique les arguments défendant le système prostitutionnel, repris par des femmes: libre choix, travail comme un autre, etc. Cette fiction conforte les profiteurs du système.

«Se prostituer est-il un travail comme les autres? Le client est-il un amant comme les autres? La relation sexuelle peut-elle vraiment être comparée à une transaction commerciale comme une autre? Peut-on imaginer faire une formation, obtenir un diplôme Bac + 2 dans la prostitution? [...] Pensons-nous proposer ce choix professionnel aux enfants?»

Ah oui, revenons un instant sur la confusion qui règne dans les esprits de nos féministes modernes: le comble de la liberté serait aujourd'hui de jouer le rôle assigné traditionnellement aux femmes et d'en revendiquer l'image la plus ringarde, la plus classique et la plus difficile à se dépouiller.

Voilà donc nos nouvelles féministes qui réhabilitent le maquillage et les bas résilles pour preuve de leur « libération ». Chapeau, les filles, faut l'faire !

Séduction, pornographie, prostitution : triangle d'enfer de la libération des femmes !

Les auteures passent en revue différentes politiques législatives européennes. Au final, on voit clairement que la reconnaissance de la prostitution entraîne son accroissement ; à l'inverse, son interdiction (avec une longue politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et une répression des clients considérés comme des délinquants passibles de peine de prison) amène une très forte diminution des prostitueurs (-80 %) et des prostitué-es (-50 %).

La prostitution, le commerce d'êtres humains, n'est pas un échange commercial comme un autre ; il banalise l'idée du corps féminin à disposition des désirs masculins et entraîne un niveau de violence élevé, pour les personnes prostituées, mais pas seulement : ce sont toutes les femmes qui sont concernées.

« Le consentement est-il un argument politique ? Est-ce que je peux faire le monde de demain avec l'argument du consentement individuel ? En ce sens, je pose la question du politique, et pas seulement celle de l'addition des libres choix. [...] Le consentement des dominés est-il un argument politique ? » (Geneviève Fraisse)

« Le système prostitutionnel est fondé sur des principes d'inégalités sociales et de domination patriarcale. Il trouve ses racines dans une inégalité à plusieurs facettes, notamment celle de classe, mais aussi celle liée aux origines et celle de sexe. »

Ce livre agit à la manière vigoureuse d'un gant de crin pour nous nettoyer l'esprit et tenir à bonne distance une idée qui avance sans fard – en tout cas dans certains cercles. En effet, la confusion dans les esprits gagne du terrain, maintenant que des féministes anarchistes voient quelque liberté dans l'idée de la prostitution (pour les autres ?) et de la pornographie (féminine !).

On lutte contre l'idée de genre, et il y aurait une pornographie féminine que l'on pourrait revendiquer, et une autre, masculine, qui serait à jeter ? Ne faisons pas dans la dentelle... À être animés par cette logique en toc, inévitablement nous aboutirions à cette navrante conclusion : la valorisation de la pornographie féminine – en tant que facteur d'émancipation – accorderait ipso facto une pleine légitimité à la pornographie « en général ». En clair : les chemins de la liberté passeraient par davantage de boulets accrochés à nos pieds.

Position absurde que nul habillage ou babillage rhétorique ne saurait dissimuler tant la pilule est difficile à avaler.

Solange Bidault

**Olivier Fillieule et Patricia Roux (dir.),
Le sexe du militantisme.**

Paris, Les Presses de Sc Po, 2009.

361 p. 24 euros

Cet ouvrage collectif se situe au croisement de deux champs d'étude qui se sont particulièrement renouvelés ces dernières années, à savoir d'une part les études sur le genre et d'autre part la sociologie du militantisme. Néanmoins cet ouvrage me semble caractéristique d'un infléchissement très récent de la recherche. Durant ces vingt dernières années, on avait assisté à une multiplication des études sur le militantisme, mais à partir de perspectives méthodologiques qui en dépolitisaient le contenu, l'aseptisaient en grande partie, conduisant à pouvoir étudier exactement de la même manière, sans référence à l'idéologie interne des courants analysés, aussi bien l'extrême droite que les partis politiques institutionnels ou l'extrême gauche. Cette dépolitisation était aussi visible dans le fait que bien souvent ces études se situaient dans le cadre d'une micro-analyse sans référence à un cadre théorique général qui intègre l'étude des cas dans une perspective critique soutenue par une grille d'explicitation des



rapports sociaux d'oppression. Même la sociologie dite bourdieusienne du militantisme semblait parfois détachée de tout l'arrière-fond sociologique et philosophique général de l'œuvre de Bourdieu qui incorporait entre autres une théorie des rapports de domination entre les classes sociales et une épistémologie matérialiste. En cela, ces études différaient fortement de ce qu'avaient pu être par exemple les analyses sociologiques marxistes

L'avant-propos d'Olivier Fillieule et de Patricia Roux montre comment l'introduction des grilles d'analyse importées des études féministes conduit à repolitiser le champ de l'étude du militantisme : « Dans ce livre, nous voudrions explorer la manière dont les rapports sociaux de sexe se déploient et éventuellement se reproduisent dans le militantisme. Comprendre « les logiques patriarcales du militantisme », c'est comprendre le genre à la fois comme un outil conceptuel propre à dévoiler certains mécanismes du pouvoir, comme un rapport social de domination qui détermine en partie les pratiques, les mobilisations et les projets politiques, et comme un processus dans lequel les militant(e) s modèlent les formes et les enjeux de la lutte, mais aussi s'en accommodent. » Deux courants d'analyse féconds sont particulièrement mobilisés dans les contributions, il s'agit du féminisme matérialiste radical qui se centre sur les rapports sociaux et l'intersectionnalité qui tente d'aborder les questions en croisant le sexe, la « race » et la classe.

Dans le cadre d'une perspective anarchiste, certaines contributions méritent plus particulièrement d'être signalées. Il s'agit de l'article d'Hélène Duriez, « Des féministes chez les libertaires – Remue-ménage dans le foyer anarchiste » qui traite des rapports de genre dans le milieu anarchiste à Lille, et de celui de Francis Dupuis-Deri, « L'anarchisme face au féminisme – Une comparaison France-Québec ».

D'autres articles présentent aussi un intérêt particulier, dans le cadre d'une

réflexion sur l'anarchisme, par la perspective qu'ils mettent en œuvre. C'est le cas par exemple de l'article de Marie Buscatto, « Syndicaliste en entreprise – Une activité si masculine » qui montre comment les femmes qui réussissent à être en situation de responsabilité dans le syndicalisme sont celles qui ont le mieux intériorisé des dimensions de l'habitus social masculin. L'article d'Elsa Garland, dans une perspective intersectionnaliste, intitulé « Contradictions de sexe et de classe - La marche mondiale des femmes de 2000 », présente l'intérêt d'exposer les controverses qui agitent le milieu militant féministe et anticapitaliste. Enfin, on peut aussi signaler l'article de Jean Yves Le Talec qui présente l'avantage de ne pas limiter la question de la réflexion sur le genre à la question des femmes, mais qui prend aussi en compte la question homosexuelle et transgenre : « Genre et militantisme homosexuel – L'importance des folles et du camp ».

Irène Pereira



167

Réfractations 24

Collectif IVP, *Avorter. Histoire des luttes et des conditions d'avortement des années 1960 à aujourd'hui*. Lyon, Tahin Party 2008. 131 p. 6 euros.
Yann Le Masson, *Regarde, elle a les yeux grand ouverts. Les films du Grain de Sable (1980)*, 77 min.

Rares sont les luttes qui sont derrière nous, les victoires qui ne sont pas remises en cause. Le droit de vote, nous le conserverons probablement; mais le remboursement des accouchements à domicile et des interruptions volontaires de grossesse est périodiquement attaqué. *Ya qu'à pas baiser*, comme dit ironiquement le titre d'un film de Carole Roussopoulos. Ya qu'à lutter.

Des femmes de Grenoble, le Collectif IVP (« Interruption Volontaire du Patriarcat »), se sont récemment penchées sur l'histoire des luttes pour la liberté de l'avortement, luttes qui dans les années soixante-dix ont été

caractérisées dans cette région par leur grande radicalité et leur autonomie. Elles retracent la situation en France et à Grenoble et publient pour chaque période témoignages et documents. «On demandait beaucoup plus que la loi Veil!» dit une des anciennes: la dépénalisation de l'avortement est certes un grand soulagement, mais elle n'équivaut pas à la libre disposition de nos corps, à la transformation des relations entre femmes et hommes, à l'émancipation. «Il est important de savoir, écrivent les auteures, que les femmes par elles-mêmes et pour elles-mêmes peuvent changer ce que nous appelons encore trop souvent la fatalité.» La recherche entreprise pour ce beau livre a contribué à les conforter dans cette idée.

Le film de Yann Le Masson a récemment été réédité en dvd. Il parle de la même période, plus précisément des luttes des femmes d'Aix-en-Provence sur l'avortement et de leur procès pour le moins animé en 1977. On peut le télécharger sur internet; contrairement à ce que disent certains sites commerciaux, ce n'est toutefois pas un film «tout public», les images sont crues. C'est bien de s'en souvenir. Le quotidien anarchiste en ligne *l'endehors* reproduit un article qu'avait publié alors la revue *IRL* de nos amis de Lyon:

«On est allé voir le film qui raconte l'expérience vécue par des femmes du MLAC d'Aix-en-Provence inculpées et jugées pour avoir pratiqué elles-mêmes des avortements (procès du 10 mars 1977). Leur lutte, c'est non seulement de pratiquer des avortements mais aussi des accouchements à domicile. Parce que selon elles (et on est plutôt d'accord!) l'accouchement comme l'avortement peuvent et doivent être contrôlés et voulus par les femmes elles-mêmes. En arrière-plan de la lutte, s'inscrit une partie de la vie à la «Commune». Plus qu'un débat sur la lutte du MLAC, c'est la vie «différente» qui se mène à la Commune, qui nous a interrogés.»

Ici en Suisse, les femmes ont fait grève il y a vingt ans pour obtenir que l'égalité prévue

dix ans auparavant par la loi devienne réalité; où en sommes-nous aujourd'hui? Ici en Suisse, le principe de l'assurance-maternité est entré dans la loi en 1945, et dans la pratique soixante ans plus tard; et vous croyez que ça protège les femmes enceintes contre les licenciements? «N'arrêtons pas de lutter, la vie entière est à changer», chantions-nous. Toutes au refrain!

Marianne Enckell

Malcolm Menzies, Mastatal.
Une colonie individualiste au Costa Rica.
Bassac, Éditions Plein Chant, 2009,
309 p. 21 euros.

L'histoire du mouvement anarchiste est d'une richesse extraordinaire. Il y a, d'un côté, les grandes épopées, celles qui ont fait l'Histoire, avec une majuscule. Il suffit d'évoquer la Commune de Paris, la Makhnovchina ou la révolution espagnole pour s'en convaincre. Mais il y a aussi, et surtout, les histoires, avec une minuscule, plus individuelles et moins collectives, celles qui, plus discrètes, n'en ont pas moins participé à l'évolution du mouvement libertaire ou à ses conceptions, et en constituent l'un des ferments. Parmi celles-ci, les colonies anarchistes. Si elles n'ont pas cherché à renverser brusquement l'ordre de la société, elles ont plutôt constitué une tentative pour s'en extraire, afin d'appliquer, ici et maintenant, sans attendre un hypothétique Grand Soir, les principes libertaires. Elles constituèrent ainsi, pour ceux qui participèrent à ces aventures, tout autant que les grandes révolutions, des tentatives radicales pour changer la vie, mais surtout, leur vie. Quand certains se proclamaient en-dehors, d'autres décidèrent de vraiment l'être.

Ce sont quelques-unes de ces histoires individuelles, de ces destins hors-normes, que Malcolm Menzies relate à travers l'histoire méconnue de la colonie individualiste de Mastatal, au Costa Rica, qui a



existé, tant bien que mal, à partir de 1920 jusqu'aux années cinquante¹. L'auteur de l'ouvrage nous fait le récit minutieux, à partir des documents recueillis et des témoignages de certains des protagonistes (René Baccaglio, Pedro Prat, Georges Vidal, Léon Rodriguez, etc.), de cette folle aventure. De façon plus large, il dresse également un portrait de l'anarchisme individualiste de la première moitié du xx^e siècle avec ses figures incontournables, Libertad, Bonnot, Armand, Colomer... Bien que les digressions de l'auteur soient parfois un peu longues (l'introduction sur Stirner, par exemple), elles permettent cependant de bien resituer, dans son contexte historique, mais aussi idéologique, les débats de l'époque et les enjeux de cette expérience.

Si Malcolm Menzies souligne les espoirs suscités par cette entreprise, il ne cache pas, bien au contraire, les limites, nombreuses, du projet. Outre les difficultés rencontrées par les participants (acclimatation difficile, rudesse de la région, pénibilité du travail, conditions de vies précaires...) qui furent un obstacle constant au développement de la colonie, l'auteur dévoile également les difficultés de s'extraire totalement de la société. Il révèle comment les préjugés racistes et ethnocentristes, en particulier envers les Indiens, conditionnèrent les comportements des colons. Il montre ainsi comment ces individualistes anarchistes acquièrent une mentalité de petits propriétaires, comment ils se cantonnèrent à leurs activités et restèrent toujours en marge des luttes sociales de leur pays d'accueil, se montrant indifférents au sort de leurs congénères costaricains.

Cet ouvrage est riche d'enseignements. Il signale la force de l'imaginaire, qui permet de tenter des expériences radicales, mais aussi comment, parfois, celui-ci se heurte aux dures lois de la réalité. Il peut aussi servir d'exemple, de base de réflexion, et alimenter les débats de ceux qui souhaitent, aujourd'hui comme hier, vivre en marge, en communauté ou en squat.

Enfin, une petite remarque amicale à destination de l'auteur. Que Malcolm Menzies se rassure, les vieilles histoires d'anarchistes n'ont pas fini d'intéresser les lecteurs. Loin de là même. Il suffit pour cela de regarder la floraison de livres sur le sujet qui ne cessent de paraître depuis maintenant quelques années, et que l'on retrouve, parfois en nombre, sur les étals des libraires.

David Doillon

1. Même si la colonie a disparu depuis bien longtemps, il semble que le lieu se prête à ce genre d'expériences. Il accueille actuellement un projet de développement écologique mené par une ONG américaine (www.ranchomastatal.com).

Philippe Pelletier, *Élisée Reclus, géographie et anarchie*. Paris, Éditions du Monde libertaire, Les Éditions libertaires, 2009. 220 p. 12 euros.



Le titre, *Élisée Reclus*, et le sous-titre, *géographie et anarchie*, révèlent le double thème de ce bel ouvrage. D'une part, il situe l'œuvre d'Élisée Reclus dans le cadre de la géographie de son époque, mais signale aussi ses incidences pour notre temps. D'autre part, il amorce quelques principes qui peuvent servir de ligne de conduite pour des échanges fructueux entre l'approche anarchiste et le travail du géographe.

Philippe Pelletier a largement parcouru l'immense travail de Reclus. Il nous présente ainsi un superbe bouquet de citations qui peuvent surprendre même les connaisseurs. Mais c'est aussi un spécialiste de l'histoire de la géographie, et il offre au lecteur une comparaison approfondie de l'œuvre de Reclus avec celle de ses grands contemporains. Il en révèle les apports et l'originalité à cette époque, mais aussi sa pertinence pour la nôtre, en raison de son caractère innovant. Il en démontre le caractère précurseur, et ceci dans plusieurs domaines, par exemple en ce qui concerne la géohistoire et la bio-géographie. Il signale aussi sa rupture avec le

consensus bien-pensant : cette grande œuvre prend en compte les contradictions de classe, par exemple dans les projets urbains. L'innovation n'est pas seulement dans la méthode, elle est aussi dans l'esprit : Reclus s'interroge sur l'espace-temps et aborde les phénomènes socioculturels et géopolitiques (p. 34). Il écarte le mythe des « frontières naturelles » : il n'y voit qu'un montage politique (p. 47). Enfin, il visualise la diversité et la convergence des civilisations.

Autre originalité, Reclus choisit Proudhon et Vico plutôt que Hegel. Il adopte leur « dialectique sérielle » qui rejette les tentatives d'explication par la synthèse pour examiner l'équilibre toujours instable entre des contraires. Le progrès contient toujours des éléments de « régrès ».

Et il ne juge pas les civilisations à leurs seules œuvres majeures, mais aussi dans la mesure où elles partagent leurs richesses entre tous. Le constat est sévère : il ne voit qu'une « demi-civilisation puisqu'elle ne profite point à tous » (p. 57). Ce point de vue s'étend d'ailleurs à la question coloniale : Pelletier balaye ainsi certaines interprétations erronées sur les attitudes de Reclus.

L'hyper-développement actuel des puissances asiatiques et son impact sur l'environnement inciteront le lecteur à réfléchir sur le chapitre consacré à la tension entre l'Orient et l'Occident. Spécialiste du Japon, Pelletier situe avec beaucoup de nuances la position de Reclus dans ses diverses « tensions polaires », et saisit l'occasion pour questionner le flou conceptuel des théories en vogue sur l'orientalisme dominateur ou la guerre des civilisations.

Il pose enfin la question des rapports entre géographie et anarchie, car ces deux approches se croisent sur le terrain de la relation de l'homme à la nature, ou encore sur le questionnement de l'ordre étatique considéré comme « naturel » et donc éternel. Pelletier considère qu'une géographie anarchiste sombrerait dans l'idéologie, mais il n'en souligne pas moins l'apport réciproque de ces deux démarches. Car « une

carte de la qualité des eaux de baignade ou des algues proliférantes... ne remplace pas une carte des lieux d'où sont originaires les pollutions diverses » (p. 200). Où l'on redécouvre une géographie des pouvoirs.

Ce livre est à la fois un travail d'orfèvre et un panorama sur quelques questions permanentes qui, au-delà des géographes et des anarchistes, intéressera aussi les curieux.

Ronald Creagh

**Antje Schrupp, Virginie Barbet, une
lyonnaise dans l'Internationale.
Lyon, Atelier de création libertaire,
2009. 118 p. 10 euros.**

Le rôle des femmes dans la Première Internationale, voici un sujet qui n'a que peu été étudié et auquel s'attache Antje Schrupp dans cet ouvrage, consacré à une personnalité peu connue de l'Internationale à Lyon, Virginie Barbet¹.

À dire vrai, on sait peu de chose de sa biographie. En 1868 elle adhère à la Ligue de la Paix et de la liberté. Il semble qu'elle considère l'orientation de cette dernière comme trop bourgeoise et adhère alors à l'Alliance bakouninienne dont elle partage l'orientation révolutionnaire et la revendication pour l'égalité entre les sexes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, lorsque l'Alliance se fond dans l'Internationale, elle rejoigne celle-ci et, en son sein, la tendance bakouninienne.

C'est d'ailleurs l'orientation que prend la section lyonnaise. Virginie, installée comme cabaretière dans un quartier populaire de la ville, y joue un rôle important, avec plusieurs autres femmes, plus important et beaucoup moins ambigu, selon Antje Schrupp, que celui attribué généralement à Albert Richard dont le souci organisationnel et l'habileté à se mettre en avant l'auraient emporté de beaucoup sur la sincérité des convictions révolutionnaires. Virginie Barbet est donc active au sein de la section lyonnaise où elle plaide contre le droit d'héritage. Elle envoie



plusieurs courriers au journal genevois *L'Égalité*. Dans le conflit entre celui-ci et Marx, elle prend nettement partie pour le premier, tout en conservant estime et admiration pour Marx.

Présente dans les débats théoriques de l'Internationale, présente aussi dans la vie de la section lyonnaise, comment se fait-il que Virginie, pas plus d'ailleurs que les autres femmes de la section, n'ait pas obtenu plus de reconnaissance et en particulier qu'elle n'ait pas été désignée comme déléguée au Congrès de Bâle en 1869 (où Bakounine fut délégué des ovalistes de Lyon, ces ouvrières en soie qui venaient de mener une dure grève)? S'agit-il, comme le suppose Antje Schrupp d'une contradiction entre les affirmations bakouniniennes concernant l'égalité des sexes et des considérations tactiques? La question mérite en tout cas d'être posée.

L'ouvrage présente l'intérêt de s'intéresser aux ambiguïtés et aux obstacles, stratégiques ou inconscients, qui ont entouré la participation des femmes, aussi bien au niveau global de l'Internationale qu'au niveau local.

Bien que proche de Bakounine, Virginie Barbet n'en est pas une disciple aveugle. Antje Schrupp affirme qu'elle est beaucoup moins « insurrectionnelle » que celui-ci. Cette originalité, tant dans la forme que dans le fond, apparaît bien dans les textes publiés en annexe. On remarquera, en particulier, la *Réponse à Mazzini*. Contemporain de celui publié par Bakounine sous le même titre, le texte de Virginie Barbet en diffère assez profondément. Les références théoriques de notre lyonnaise, qui n'a évidemment pas la formation philosophique de Bakounine, se rattachent essentiellement aux Lumières, dont Bakounine s'est beaucoup éloigné, et se manifestent en particulier par une croyance absolue aux progrès que peut apporter la science. Elle plaide aussi pour le libre-arbitre en reprochant à Mazzini de s'y opposer concrètement. Enfin, elle fait l'éloge du « caractère insurrectionnel » de Marx en affirmant qu'elle le partage (ce qui va

d'ailleurs à l'encontre de la thèse d'Antje Schrupp concernant sa « non-violence »).

Même si, peut-être, certaines des affirmations de l'auteure tiennent plus à ses convictions profondes et à son enthousiasme qu'à une recherche historique minutieuse, ce texte offre des informations intéressantes et ouvre à une réflexion sur la vie d'une section locale de l'Internationale et sur le rôle qu'y jouent les femmes, rôle important, mais généralement peu reconnu.

Alain Thévenet

1. Tiré du livre *Nicht Marxistin und auch nicht Anarchistin*, qui parle en outre d'André Léo, d'Elisabeth Dmitrieff et de Victoria Woodhull.

Pierre Kropotkine, *L'État, son rôle historique*, 168 p. Émile Pouget, *L'action directe, Le Sabotage*, 138 p. Francis de Pressensé, un juriste & Émile Pouget, *Les Lois scélérates de 1893-1894*, 98 p. Marseille, Le Flibustier, 2009. 11 euros.



171

Réfractons 24

Trois petits livres viennent de paraître ces derniers temps à Marseille aux éditions le flibustier. Le premier rassemble différents textes du prince russe parus dans les journaux *le Révolté* en 1882 ou *les Temps nouveaux* au début du siècle suivant. Le deuxième rassemble trois textes, l'un de Pressensé, l'autre probablement de Léon Blum et le dernier de Pouget dont les écrits biens connus, *L'action directe* et *Le sabotage*, forment le troisième livre.

Je ne reviendrai pas sur *L'Etat et son rôle historique* de Kropotkine. Je m'arrêterai juste sur le dernier texte de cet opuscule intitulé *Les droits politiques* pour remarquer que, contrairement à son époque, ces droits ne sont plus contestés, ils sont effectifs, nous pouvons parler, écrire, éditer, nous réunir sans trop de problèmes. Nous savons pourtant que leur exercice ne change pas grand-chose à la réalité. Nous savons aussi que si nous ne les exerçons pas, ils disparaîtront. Les lois dites

« scélérates », qui à la fin du XIX^e siècle sont votées par des possédants effrayés par quelques bombinettes plus ou moins meurtrières, possédants qui n'hésiteront pas un seul instant à fournir la guerre qui vient en futurs cadavres à foison, ces lois, qui méritèrent à leur époque l'adjectif de scélérates, sont de retour. Les immigrés font peur. Ils forment le nouveau prolétariat, entité étrange, menaçante, indéfinie. Pour eux, Pouget, expliquant clairement ce qu'est le sabotage de l'outil de production, doit apparaître bien étrange, préoccupés qu'ils sont par la recherche d'un travail.

Par contre, la pratique de l'action directe leur est quelque chose d'évident, de naturel. En témoignent les différentes grèves et manifestations de sans-papiers. Il faut lire Pouget aujourd'hui, particulièrement ce texte intitulé *L'action directe*, il est d'une actualité brûlante. Merci aux flibustiers d'avoir publié ces trois ouvrages.

Pierre Sommermeyer

Yves K., *Sartre et la violence des opprimés*, 22 p. ; Lou Marin, *Camus et sa critique libertaire de la violence*, 24 p. Montpellier, Indigène éditions, 2010. 3 euros chaque.

Deux légères brochures traitant sensiblement d'un même sujet : la violence. Certains crieront à la récupération, au tripatouillage de textes, etc. De quoi s'agit-il ?

Yves K. (un ancien mao ?) y décrit le parcours d'un Sartre qui prit parti en 1972 pour le terrorisme après l'action d'un commando palestinien lors des Jeux olympiques et, ce, jusqu'au retournement du philosophe à la fin de sa vie.

Sartre écrivait dans *la Cause du peuple* de cette année 1972 : « C'est une arme terrible [que le terrorisme] mais les opprimés pauvres n'en ont pas d'autres. » Mais, attention, pour Sartre, cette action n'était possible que si l'Histoire était concernée,

l'Histoire des opprimés qui s'engagent à ébranler la marche du temps et à se dégager d'une oppression qui freine l'évolution...

« Pourtant, écrit Yves K., en l'espace de quelques années – les huit qu'il lui reste à vivre –, le philosophe va accomplir un revirement complet, passer d'une justification du terrorisme à sa négation absolue, évolution radicale que très peu ont notée. »

Comment ? Suite à des discussions avec Benny Lévy, son secrétaire, et avec Arlette Elkaïm, sa fille adoptive, une spécialiste du Talmud.

Cette évolution éclatera au grand jour lors de la publication d'extraits du dialogue avec Benny Lévy dans *le Nouvel Observateur*, en mars 1980, à quelques semaines de la mort de Sartre (en avril de la même année). En dépit de Simone de Beauvoir et de ses proches. Mais Sartre insista auprès de Jean Daniel, le responsable du journal, affirmant qu'il n'y avait là nulle trahison de lui-même, mais un retour à ses propres sources quand, après avoir rédigé *l'Être et le Néant*, il commença un manuscrit, publié à titre posthume sous le nom de *Cahiers pour une morale*.

Si l'Histoire et la morale font chambre à part, Sartre avait affirmé dès 1933 l'autonomie de la conscience. Car l'Histoire ne peut trouver son but que dans l'avènement de la morale, dans le « commencement de l'existence des hommes les uns pour les autres, et, là, le terrorisme n'a plus sa place.

L'autre brochure, de Lou Marin, prolonge son *Albert Camus et les libertaires* (édité chez Egrégories).

Ce texte rappelle que Camus ne peut pas être réduit à sa pensée anticommuniste d'après la Résistance ; que, dès 1940, fréquentant des ouvriers du Livre, alors qu'il était rédacteur à *Paris-Soir*, il rencontra Rirette Maitrejean, une ancienne du journal *l'anarchie*, une correctrice, qui l'introduisit dans le milieu libertaire. Ainsi Camus rencontra-t-il nombre d'entre eux : Maurice Joyeux, Nicolas Lazarévitch, Victor Serge, Helmut Rüdiger, Jean-Paul Samson, Louis Lecoin, et j'en passe...



C'est ainsi qu'il se prit d'un attachement viscéral pour ce qu'il appelait «le génie libertaire».

La critique de la violence chez Camus ne veut pas dire une adhésion à la non-violence. Ce serait de la récupération malhonnête! Il s'agit, pour Camus, de donner des limites à la violence, et tout autant d'en donner à la non-violence.

N'empêche! Si on lit avec attention les textes de Camus, tant dans la brochure que dans le bouquin, la conclusion est plus qu'étonnante. Allez-y voir!

Et il faut reconnaître que Lou Marin, dont la langue maternelle n'est pas le français, nous a ouvert les yeux sur des écrits que nous connaissions, sans doute, mais dont nous n'avions pas su retirer ce que je nommerais la quintessence.

«La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice. Les États policiers n'ont jamais été suspectés d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients.»

Et Lou Marin nous ouvre encore les yeux sur des textes et des personnages que nous ne connaissions pas, et que lui ne connaissait pas, mais que sa recherche a mis au jour. Je veux parler de l'Italien Ignazio Silone qui, sous le fascisme, écrivit un *Manifeste pour la désobéissance civile*. Je veux parler de deux autres anarchistes italiens: Andrea Caffi qui publia une *Critica della violenza* et de Nicola Chiaromonte qui allia Tolstoï et Simone Weil en passant par la tradition révolutionnaire européenne.

André Bernard

Signalons à ce sujet la publication des actes du colloque de Lourmarin en 2008, *Le Don de la liberté, Albert Camus et ses relations avec les libertaires* (diffusion Court-Circuit), où l'on pourra lire entre autres l'article d'Alessandro Bresolin qui parle de ces libertaires italiens peu connus en langue française.

Martine Storti, Je suis une femme, pourquoi pas vous ?
Ed Michel de Maule. 310 p. 20 euros.

Quarante années après, la journaliste, qui avait couvert pour *Libération* pendant presque cinq années le Mouvement de libération des femmes, décide de publier ses articles d'alors. Pourquoi, quand j'en lis les premières lignes, ai-je l'impression que plus de trente années plus tard, cela reste d'une actualité brûlante? La femme du soldat inconnu l'est toujours. Les questions qui se posaient alors, «Les femmes, une classe? Quel est l'ennemi, le capitalisme ou le patriarcat?» restent ouvertes. Rien n'aurait-il changé?

Dans le court texte de présentation l'auteure, Martine Storti raconte comment, malgré ses désaccords théoriques et pratiques avec ce qu'était *Libération* à l'époque, elle est restée et a tenté de faire partager aux lecteurs de ce quotidien ce qui fut probablement le plus profond changement impulsé par les journées de Mai 68. Ce livre est divisé en cinq chapitres. Il est tentant d'en reprendre les intitulés tant ils sont représentatifs du temps d'une histoire. *Ni Giroud ni l'Onu ne parleront pour nous* précède *Quand une femme dit non, ce n'est pas oui, c'est non*. Puis arrive *Tous les hommes sont en crise à cause des féministes* dont la suite logique est *Haro sur les féministes!*

Le titre du dernier chapitre laisse passer le soupçon d'un début de nostalgie: *La fin des commencements*. Les deux derniers articles sont révélateurs de ce qui va se passer par la suite. L'un porte sur le Casino de Paris, où les «filles», avant de passer en scène vendre leur plastique indiscutable, se demandent si ce n'est pas la dernière fois. Le Casino doit fermer. L'article suivant aborde la critique redondante faite aux féministes d'organiser des manifs non mixtes, particulièrement quand ces dernières risquent d'être un succès.



Je voudrais juste revenir sur deux articles. Le premier décrit comment le patriarcat peut perdre sa première lettre et devenir féminin et tout aussi autoritaire. Il s'agit de l'article du 8 février 1974, intitulé *Une secte dominée par la parole d'une seule femme*. Bien d'autres articles écrits par Martine Storti sortent du microcosme militant français, plongent dans le monde ouvrier, vont à l'étranger. Il ne s'agit pas dans ce livre d'une étude exhaustive de la planète des femmes, mais d'une série de photos, d'instantanés, on voudrait dire d'instantanées, qui n'ont rien d'historique tant leur modernité nous parle, tant ces articles ont marqué, ont accompagné nos vies de militant-es espérant autre chose que ce qui est devenu.

J'aimerais terminer en parlant d'un article qui est d'une actualité brûlante. Il concerne l'Iran, d'où le shah a été chassé, où une nouvelle république libératrice a été instaurée. Il suffit de reproduire ces quelques lignes et pourquoi pas de pleurer.

« En mars dernier (1979), une première forme d'opposition s'est massivement manifestée, celle de milliers de femmes descendues dans les rues de Téhéran et inquiètes de ce que peuvent laisser préfigurer pour elles certains discours religieux ou politiques. Décidées aussi à lutter pour leurs droits afin de ne pas passer, une fois de plus, aux pertes et profits de la révolution. Le 8 mars et les jours suivants, elles étaient plusieurs dizaines de milliers dans les rues de Téhéran. On leur imposait la tenue islamique, on les refoulait des bureaux quand elles ne la portaient pas, on les agressait dans les rues. Elles disaient "non" et vite, dans la foulée, elles réclamaient leurs droits. »

Que dire d'autre ? À part plagier Martine Storti : que les femmes sont belles quand elles sont rebelles. Merci à l'auteure.

Pierre Sommermeyer

Alfred Döblin, *Novembre 1918, Une révolution allemande. Marseille, Agone, 2008-2009, quatre volumes.*

On trouve très peu d'études ou de documents en France sur les mouvements révolutionnaires qui ont éclaté en Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale, et qui ont été durement réprimés. Il est d'autant plus intéressant que les éditions Agone aient publié récemment les quatre volumes du grand roman d'Alfred Döblin (1878-1957), *Novembre 1918* (traduits par Maryvonne Litaize et Yasmin Hoffmann). Le texte est accompagné d'une chronologie détaillée et d'un glossaire des personnes, organisations et périodiques intervenant dans les événements. Et d'utiles préfaces de Michel Vanoosthuyse qui éclairent à la fois la personnalité et l'œuvre du romancier, tout comme les circonstances historiques du récit et de son écriture.

Döblin, qui est surtout connu pour son roman *Berlin Alexanderplatz*, a commencé sa tétralogie à Paris en 1937, alors qu'il avait fui le régime nazi et pris la nationalité française. Il l'a terminée en 1943 à Hollywood où il s'était exilé à nouveau devant l'arrivée des troupes allemandes.

Le roman mêle personnes réelles et personnages de fiction, en variant sans cesse les lieux et les perspectives, en partant des points de vue divergents des protagonistes pour organiser une très contrastée polyphonie. Quelques personnages traversent toute l'œuvre, leur évolution se ressentant de l'évolution de l'auteur, qui en cours de route s'est converti au catholicisme. Mais sa sympathie reste acquise aux révoltés, il ne reniera pas son point de vue acerbe sur les responsables sociaux-démocrates dont la volonté de préserver l'ordre ancien a préparé le terrain au nazisme.

Le premier tome, *Bourgeois et soldats*, se donne pour cadre des événements peu connus : la constitution en Alsace —

encore rattachée à l'Empire germanique — de conseils d'ouvriers et de soldats, après le retour de marins qui s'étaient insurgés sur des vaisseaux de guerre allemands en refusant d'appareiller contre la marine anglaise. Döblin, qui était en ce temps-là médecin militaire près de Strasbourg, avait été témoin de l'effervescence interrompue par l'arrivée de l'armée française.

Karl et Rosa raconte, entre le 23 décembre 1918 et le 15 janvier 1919, l'insurrection ouvrière de Berlin et sa répression. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, fondateurs et animateurs du mouvement spartakiste assassinés le 15 janvier, sont au centre de ce tome 4 (inédit en France jusqu'ici — 747 pages, 33 euros). Le roman décrit un Liebknecht partagé entre la passion révolutionnaire et l'indécision dans l'action. Rosa surprendra plus : en rupture avec la militante et la théoricienne se découvre en elle une femme fragilisée, hantée par les apparitions de son ami Hannes mort au front.

René Fugler

**Martine Monacelli, Michel Prum (dir.),
Ces hommes qui épousèrent la cause
des femmes : dix pionniers
britanniques. Paris, L'Atelier, 2010.
222 p., 24 euros.**

Il y eut les chevaleresques, les admirateurs, les « maris de », les traîtres à la cause masculine, des suffragistes, des philosophes, des égalitaires, des révoltés, des socialistes et des libéraux. De la fin du XVIII^e siècle au début du XX^e (les femmes ont obtenu le droit de vote en février 1918), nombre d'Anglais « épousèrent la cause des femmes » et prirent avec elles de sérieux risques : exclusion sociale, prison, vindicte, la société n'était pas tendre avec ceux qui brisaient les normes. Ce volume présente dix hommes « féministes » ou « pro-féministes » pour utiliser un terme

actuel, de William Godwin à Victor Duval, passant par John Stuart Mill et Edward Carpenter. Pour qui a une connaissance sommaire de l'histoire britannique et des images stéréotypées des luttes des suffragettes, ce volume offre beaucoup d'informations et des pistes inspirantes.

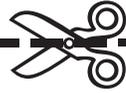
De longues introductions dressent un tableau érudit. Au XVII^e siècle déjà, John Milton définit le mariage comme une « conversation assortie et heureuse », et le divorce comme l'interruption de cette conversation. William Godwin, présenté par notre ami Alain Thévenet (voir aussi son article dans *Réfractons* 16, 2006), s'inspire quant à lui des idées de sa compagne Mary Wollstonecraft et du philosophe Helvetius. Carpenter a subi, pour son homosexualité, ce que subissent les femmes au quotidien. D'autres hésitent entre l'adhésion aux organisations féminines et la création d'organisations autonomes d'hommes pro-suffrage. La société britannique les regarde généralement d'un mauvais œil.

Ce recueil propose ainsi une série de monographies avec une approche originale. Pourrait-on imaginer le même exercice pour les pays de langue française, espagnole, allemande ? La dimension comparative n'est pas présente, il reste à l'imaginer.

Et nous avons là un ouvrage universitaire français : vaste bibliographie, mais pas d'index. La couverture montre l'arrestation du capitaine Gonne en 1910, un homme entre deux flics, une foule largement masculine en arrière-plan : il faut hélas tourner beaucoup de pages pour trouver de quoi et de qui il s'agit.

Marianne Enckell





Je souhaite m'abonner à *Réfractions*

pour 2 numéros..... 23 €
pour 4 numéros..... 45 €
(port compris)

(Indiquez-nous à partir de quel numéro)

Soutien : selon vos moyens

Nom (*en majuscules*), prénom :

Adresse :

Chèque libellé à l'ordre des *Amis de Réfractions*
c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris
CCP Lyon 11 067 24 J
ou par courriel: refractions@plusloin.org

Pour la Suisse:
deux numéros 36 francs suisses
Pour toute commande : Noir,
24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne

Tous les numéros anciens de la revue sont accessibles
et peuvent être commandés en ligne :

<http://refractions.plusloin.org>

